



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE DCPPAT – 2025 – N° 1088**

**modifiant l'arrêté préfectoral n° D3-2003-n° 914 du 8 décembre 2003 autorisant la société  
2B RECYCLAGE (EPC COLIBRI) à exploiter un centre de tri-transit et traitement de  
déchets d'activités économiques implanté sur le territoire de la commune de  
NOYANT LA GRAVOYERE au lieu-dit « Misengrain »**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le Secrétaire Général  
chargé de l'administration de l'État  
dans le département de Maine et Loire**

**Vu** le Code de l'environnement (CE) et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V et son titre VIII du livre Ier ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de Monsieur François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine et Loire dont l'installation ne sera effective qu'à compter du 22 décembre 2025 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine et Loire (groupe II) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° D3-2003-n° 914 du 8 décembre 2003 autorisant la société 2B RECYCLAGE à exploiter un centre de tri-transit et traitement de déchets d'activités économiques sur le site des anciennes ardoisières de Misengrain à Noyant-la-Gravoyère ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° DIDD-2010-n° 598 du 7 décembre 2010 modifiant les activités et les prescriptions de l'arrêté n° D3-2003-n° 914 du 8 décembre 2003 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° DIDD-2012-n° 311 du 25 septembre 2012 modifiant les activités et les prescriptions de l'arrêté n° D3-2003-n° 914 du 8 décembre 2003 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° DIDD-2014-n° 222 du 26/06/2014 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° DIDD-2015-n° 421 du 27 novembre 2015 relatif à la modification des conditions d'exploitation ;

**Vu** les préconisations du SDIS 49 en date du 19 novembre 2010 ;

**Vu** l'étude TAUW R/6057951-V03 de septembre 2011 ;

**Vu** le dossier de télédéclaration déposé le 18 avril 2023 et relatif à la déclaration de nouvelles activités au titre des rubriques 2710-1-b et 2710-2-b ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par EPC COLIBRI à l'inspection des installations classées le 15 octobre 2024 ;

**Vu** les compléments au dossier de porter à connaissance transmis EPC COLIBRI à l'inspection des installations classées le 11 septembre 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 novembre 2025 ;

**Vu** le courriel adressé le 28 novembre 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I susvisé du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 susvisé du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du même code ;

**Considérant** que les évolutions et les aménagements du site ne sont pas de nature à accroître les inconvénients susceptibles de résulter de l'exploitation des installations ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 susvisé du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

#### **Article 1.1 - Titulaire de l'autorisation**

La société EPC COLIBRI dont le siège social est situé Misengrain, Noyant-la-Gravoyère à Segré-en-Anjou-Bleu (49520) est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un site de tri, transit regroupement et de traitement de déchets dangereux et non dangereux implanté au lieu-dit « Misengrain » sur la commune de Noyant-la-Gravoyère à Segré en Anjou Bleu.

#### **Article 1.2 - Nature des installations**

Le tableau de classement des rubriques ICPE de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° DIDD-2015-n°421 du 27 novembre 2015 est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Régime (*)	Désignation des activités	Volume autorisé
2716-1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719  1 - Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	4 300 m <sup>3</sup> dont : terres non dangereuses non inertes : 1000 m <sup>3</sup> papiers/cartons : 300 m <sup>3</sup> plastiques : 300 m <sup>3</sup> bois : 2 000 m <sup>3</sup> caoutchouc : 50 m <sup>3</sup> autres déchets en mélanges : 650 m <sup>3</sup>

Rubrique	Régime (*)	Désignation des activités	Volume autorisé
2718-1	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.111-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719</p> <p>1 - La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t</p>	<p>48 tonnes dont :</p> <p>amiante lié : 40 t</p> <p>amiante libre : 8 t</p>
2791-1	A	<p>Installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782</p> <p>1 - La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>Installation de broyage de bois :</p> <p>350 t/j lors des campagnes de broyage</p>
2515-1-a)	D	<p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	<p>Installation de concassage criblage de déchets inertes :</p> <p>340 kW</p> <p>quantité annuelle</p> <p>10 000 t</p>
2517-1	E	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>1. Supérieure à 10 000 m<sup>2</sup></p>	<p>20 000 m<sup>2</sup></p>
2713-2	D	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712</p> <p>La surface étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> mais inférieure à 1000 m<sup>2</sup></p>	<p>100 m<sup>2</sup></p>

Rubrique	Régime (*)	Désignation des activités	Volume autorisé
2710-1b)	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	6,9 tonnes
2710-2b)	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	290 m <sup>3</sup>

(\*) : E : Enregistrement ; DC : Déclaration soumise à contrôle périodique

Compte-tenu de la présence d'une installation sous le régime de l'autorisation, les installations classées sous la rubrique 2710 ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique ».

### Article 1.3 - Textes généraux applicables à l'établissement

L'article 3.1 de l'arrêté de l'arrêté de 2003 modifié est remplacé par :

#### « 3.1 Textes généraux applicables à l'établissement

Outre les dispositions du code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui le concernent (liste non exhaustive).

Dates	Références des textes
31/03/80	Arrêté relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées
10/07/90	Arrêté relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
30/06/97	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels
02/02/98	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en ce qui concerne les rejets dans l'eau
07/07/05	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs



31/01/08	Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
04/10/10	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
27/03/12	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial)
27/03/12	Arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial)
26/11/12	Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 »
10/12/13	Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
06/06/18	Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
06/06/18	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
25/03/21	Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
31/05/21	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
21/12/21	Arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi des déchets énoncés à l'article R.541-45 du code de l'environnement
21/12/21	Arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi des déchets énoncés à l'article R.541-45 du code de l'environnement pour les déchets contenant de l'amiante
22/02/22	Avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement
22/12/23	Arrêté modifié du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## **Article 2 – Collecte et traitement des effluents liquides**

L'article 7.2 de l'arrêté de 2003 modifié est remplacé par :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées domestiques ;

- les eaux pluviales de ruissellement sur plateforme imperméabilisée et susceptibles d'être polluées (zones P et N);
- les eaux pluviales de toiture ;
- les eaux pluviales sur la zone G non imperméabilisée et accueillant les activités de concassage et criblage de déchets inertes.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Traitement	Prétraitement	Traitement avant rejet	Exutoire
Nature des effluents			
Eaux usées domestiques	/	Système d'assainissement autonome	Infiltration parcelle
Eaux pluviales de toiture (bâtiment )	/	/	Infiltration parcelle
Eaux pluviales zone G	/	/	Infiltration parcelle
Eaux pluviales de ruissellement plateforme Bois et terres	Séparateur à hydrocarbures	Bassin étanche de stockage de 800 m <sup>3</sup>	Milieu naturel cours d'eau « le Misengrain » code masse d'eau FRGR0505a

Tout rejet direct ou indirect d'eau susceptibles d'être polluées dans une nappe souterraine est interdit ».

### **Article 3 – Limitation des rejets**

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes doivent être effectués selon les méthodes normalisées prévues à l'annexe 2, point IV de l'arrêté du 17 décembre 2019 susvisé ou aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur.

Le jour des prélèvements relatifs aux analyses à réaliser est déterminé de façon à ce que les rejets soient représentatifs d'un fonctionnement normal des installations, conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2022.

Lorsque la valeur est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les rejets d'eaux pluviales de ruissellement en sortie du bassin étanche de stockage respectent les valeurs limites de rejet suivantes :

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites de rejet
Ph		5,5 -8,5
Températures		< 30 °C
Matières en suspension (MES)	1305	< 100 mg/l si le flux journalier max ≤ 15 kg/j < 35 mg/l au delà
Demande biologique en oxygène (DBO5)	1313	< 100 mg/l si le flux journalier max < 30 kg/j < 30 mg/l au delà
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	< 300 mg/l si le flux journalier max ≤ 50 kg/j < 125 mg/l au delà
Azote global (NGL)	/	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j
Phosphore total (Pt)	1350	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j
Indice phénols	1440	< 0,3 mg/l
Cyanures libres	1084	< 0,1 mg/l
Chrome et ses composés (dont Cr6+)	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr <sup>6+</sup> : 50µg/l)
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	< 0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés (Ni)	1386	< 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	< 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j

Manganèse et des composés (en Mn)	1394	< 1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j
Etain et ses composés (en Sn)	1380	< 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	< 5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Hydrocarbures totaux	7009	< 10 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	< 1 mg/l
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	/	< 15 mg/l

Le débit de fuite du bassin est de 14l/s soit un volume maximum rejeté de 50,4 m3/h.

Les paramètres mesurés font l'objet d'une mise à jour régulière dans le cas où l'information préalable mentionne un risque de leur présence.

## **Article 4 - Surveillance des prélèvements et des rejets**

### **Article 4.1 - Contrôle des rejets**

La fréquence des prélèvements est conditionnée aux conditions climatiques et à la pluviométrie qui doit être suffisante pour la réalisation d'un prélèvement représentatif des rejets du site.

### **Article 4.2 – Validation de l'autosurveillance**

La mesure des paramètres suivis au titre de l'autosurveillance est réalisée au moins annuellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'analyse et les actions correctives issues de la confrontation avec les mesures de l'exploitation, réalisées en parallèle, sont transmises par l'exploitant à l'inspection des installations classées.



## **Article 5 – Moyens de lutte incendie**

L'article 6.2 de l'arrêté de 2003 modifié est remplacé de la manière suivante :

### **« Disponibilité et entretien des moyens d'intervention**

Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les éventuels équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses.

Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.

Le plan de défense contre l'incendie est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié et relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ou tout texte s'y substituant.

### **Moyens techniques**

Les moyens de lutte contre l'incendie actuellement en place s'appuient sur les propositions formulées dans l'étude TAUW R/6057951-V03 de septembre 2011 ainsi que sur les préconisations du SDIS en date du 19 novembre 2010.

Le site est équipé de 2 systèmes de détection incendie par bâtiment de production avec transmission de l'alerte.

En cas de détection incendie sur le site, une alarme audible dans l'ensemble du bâtiment sera actionnée et transmettra l'information à l'exploitant.

L'établissement dispose par ailleurs des moyens de secours suivants :

- d'extincteurs et RIA déployés sur le site. Chaque point du bâtiment de production doit pouvoir être atteint par au moins deux jets de lance. La pression minimale de fonctionnement du RIA le plus défavorisé est de 2,5 bars.
- d'1 poteau incendie localisé à l'est du site et permettant de délivrer un débit de 45 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar.
- une réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> placée à l'Est du bâtiment C conforme au règlement DECI en vigueur du département du Maine-et-Loire.

L'exploitant s'assure, en toute circonstance, de l'accessibilité de la réserve pour les engins de lutte contre l'incendie et du maintien des caractéristiques minimales nécessaires à son exploitation par les services d'incendie, notamment volume et hauteur d'eau disponible .

Ces dispositions sont actualisées, le cas échéant, afin de tenir compte de l'évolution du site et de ses activités.

## **Article 6 – Rétention des eaux d'extinction**

L'article 7.5 de l'arrêté de 2003 modifié est remplacé de la manière suivante :

« Les moyens de lutte contre l'incendie actuellement en place s'appuient sur les propositions formulées dans l'étude TAUW R/6057951-V03 de septembre 2011 ainsi que sur les préconisations du SDIS en date du 19 novembre 2010. Ces dispositions sont actualisées, le cas échéant, afin de tenir compte de l'évolution du site et de ses activités.

L'exploitant met en place :

- pour la zone des bâtiments A, B et L, un bassin étanche d'une capacité totale de 600 m<sup>3</sup> pour le confinement des eaux polluées en cas de sinistre ;

- pour la plateforme extérieur (zone P et N), un bassin étanche d'une capacité totale de 800 m<sup>3</sup> servant à la fois de bassin de confinement des eaux polluées en cas de sinistre et de bassin de régulation des eaux pluviales.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés aux rétentions du site, étanches aux produits collectés.

Ils sont maintenus en temps normal à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées au milieu naturel sous couvert du respect des valeurs limites définies dans le présent arrêté ».

## **Article 7 - Organisation des activités**

L'article 11.5.1 est remplacé par l'article suivant :

### **« 11.5.1 Organisation du chantier**

Le chantier est organisé en zones spécialement aménagées en fonction des opérations de traitement et de stockage des déchets. A cet effet :

- le bâtiment A abrite toutes les opérations de dépôts bruts, contrôles, tri et entreposage au sol ou en bennes des DIB mixtes avant leur expédition vers les filières de valorisation. Les zones de stockage des zones de circulation sont marquées au sol ;
- le bâtiment B accueille la presse des cartons et des films plastiques. La surface maximale des îlots est de 30 m<sup>2</sup> ; la hauteur maximale de stockage y est de 3 mètres et la distance entre deux îlots est de 2 mètres. Les zones de stockage et les zones de circulation sont marquées au sol ;

- le bâtiment I est la zone d'entreposage de la benne d'amiante ciment de 15 m<sup>3</sup> équipée d'un body-benne (double enveloppe plastique) maintenu fermé. Une fois pleine, la benne est acheminée vers une installation de stockage autorisée à cet effet ;
- le bâtiment C accueille l'entreposage des déchets d'amiante liée à des matériaux non inertes et d'amiante libre ou friable conditionnés en contenants étanches conformes à la réglementation du transport de matières dangereuses et à l'ADR, accord européen relatif au transport par route de matières dangereuses ;
- Les plateformes P et N accueillent l'entreposage des déchets non dangereux tels que les déchets de bois/menuiseries, les terres non dangereuses non inertes et les déchets de plastique. L'emplacement M accueille les déchets de métaux. Les emplacements des zones de stockage au sol (M, N et P) sont marqués au sol et signalés ;
- les aires de circulation et de manœuvre interne à l'établissement sont recouvertes d'un enrobé.

Les bennes de déchets réceptionnés sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération de collecte.

Les refus de tri ainsi que les produits triés sont conditionnés par catégorie conformément aux exigences des installations de valorisation ou d'élimination de destination ».

Un plan de répartition des activités est annexé au présent arrêté.

## **Article 8 - Délais et voies de recours**

En application de l'article L 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **Article 9 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Noyant la Gravoyère – Segré en Anjou Bleu et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Noyant la Gravoyère – Segré en Anjou Bleu pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 10 – Execution**

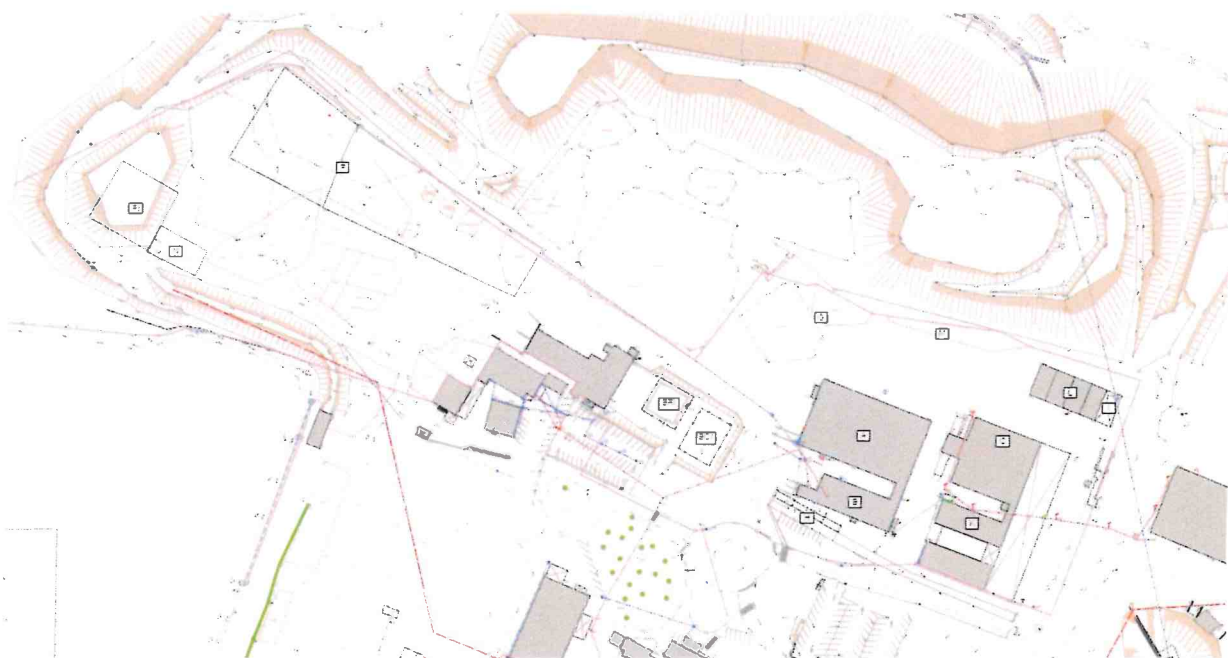
Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la sous-préfète de Segré en Anjou Bleu, la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Noyant la Gravoyère – Segré en Anjou Bleu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société EPC COLIBRI.

Fait à ANGERS, le 12 DEC. 2025

Le Secrétaire Général  
Chargé de l'administration de l'État  
dans le département de Maine et Loire

Emmanuel LE ROY

ANNEXE



Vu pour être annexé  
à DCPAT-2025-n°1088  
en date du 12 DEC 2025  
A GERS, le 12 DEC 2025  
Le Secrétaire général  
chargé de l'administration  
de l'Etat dans le département  
de Maine et Loire

Pour le Secrétaire général  
chargé de l'administration  
de l'Etat dans le département  
de Maine et Loire et par délégation  
l'adjointe administrative

Catherine Cantin-Gaultier



